

Compte rendu du débat organisé à Déville lès Rouen, dans le cadre du Grand Débat National

Le débat, qui s'est tenu à Déville le 27 février 2019, a réuni une cinquantaine de personnes. Il a été animé par Michel Nedellec, ancien Provisieur et Commissaire enquêteur.

Les quatre thèmes suggérés dans le débat national ont été successivement abordés au cours des 3 heures de réunion :

❖ 1^{er} thème : le service public et l'organisation de l'État

La question du nombre de fonctionnaires a été évoqué d'emblée. Autant que le nombre de fonctionnaires, a été néanmoins indiqué le besoin d'une organisation plus efficace de leur travail :

- grâce à une meilleure évaluation des besoins,
- grâce à une gestion plus efficace du management de la fonction publique pour réduire l'absentéisme ou la démotivation.

Il apparaît la présence de trop de services annexes, mal contrôlés ou mal ciblés dans leurs objectifs.

Il faut admettre que dans les services publics, la suppression de postes est souvent synonyme de baisse des services car les gains de productivité en ce domaine sont faibles.

Il faut faciliter les passerelles entre les différentes fonctions publiques pour faciliter les « rebonds » de carrière.

Il faut rappeler que pour le salarié, le pouvoir d'achat se réduit au seul salaire net, alors qu'une bonne partie du coût du travail recouvre du pouvoir d'achat « différé » avec les retraites ou les indemnités en cas de maladie ou de chômage. De ce point de vue, une meilleure lisibilité de ce pouvoir d'achat différé est nécessaire.

Une partie importante du débat a porté sur le rôle des communes et de leurs relations avec l'État. Nécessité de retrouver une relation de confiance tant sur les relations financières que sur les compétences des uns et des autres : L'État doit donner plus de souplesse dans la gestion des collectivités et ne pas imposer de nouvelles normes sans financement. Les politiques publiques de l'État s'appliquent sur des territoires et ne peuvent ignorer dans leur mise en œuvre les élus locaux (santé, sécurité, éducation...).

La question de l'empilement des compétences est réelle mais chacun a des idées différentes sur la nécessaire clarification des compétences ou sur la suppression de tel ou tel échelon territorial. L'intercommunalité est admise mais elle ne doit pas être imposée à l'identique partout : les récentes réformes ont été mal vécues à cet égard. L'exemple de la culture où toutes les collectivités interviennent, rendent les choses peu compréhensibles.

La commune est perçue unanimement comme la porte d'entrée des services publics pour les usagers, et progressivement la dernière.

La taille accrue des régions pose maintenant la question de leur nécessaire articulation avec les départements pour des raisons de proximité.

Les difficultés de financement des hôpitaux et EHPAD sont une source importante d'inquiétude et d'incompréhension, comme l'est la question de l'insuffisance du nombre de médecins même si la suppression du numerus clausus est perçue positivement pour le long terme.

❖ 2^{ème} thème : la transition écologique

Elle est perçue comme étant une question « essentielle » assez unanimement, mais la question du financement est d'emblée posée : pourquoi l'eau augmente ?

Il est suggéré que soient mieux mises en avant les économies qui pourraient être réalisées.

La question de la transition « pour qui ? » est posée, face à des logements énergivores pour les personnes les plus précaires ou face aux véhicules diesel expédiés en Afrique car trop polluante.

En la matière, chacun mesure les contradictions qui apparaissent :

- véhicules électriques/énergie nucléaire pour les besoins en électricité, ou recyclage de batterie
- toitures végétalisées pour l'eau ou panneau photovoltaïques sur les toitures
- maison de ville pour éviter la fuite vers le périurbain, ou densification en ville.

En ce domaine, il faut éviter les solutions dogmatiques, identiques partout, et souligner l'importance d'agir à tous les niveaux : international, national, local et individuel, sans attendre tout de l'Etat.

La question d'être plus contraignant sur le recyclage, le tri des déchets ou sur la durée de vie des appareils est assez partagée.

La fermeture des gares, la hausse des loyers en ville... apparaissent comme autant de facteurs « perturbants » dans l'équilibre villes-campagnes, même si la qualité de vie dans les petites villes est parfois supérieure à celle des grandes villes, et si le pouvoir d'achat y est supérieur car le coût de la vie moins chère. La responsabilité de la SNCF est clairement pointée du doigt.

Pour inciter à prendre les transports en commun, il faut les rendre plus fiables dans leur régularité et faciliter le multi modal (transport des vélos dans les bus ou les trains, cartes de transports combinés...)

Pour réduire les déplacements, il faut faciliter le télétravail.

❖ 3^{ème} thème : Fiscalité

Un effort doit être fait pour mieux montrer ce que devient l'argent des impôts.

Pour l'impôt sur le revenu, il faut une assiette plus large, même si le paiement de l'IRPP par tous ne fait pas l'unanimité, et des taux plus progressifs.

La question du lien entre l'impôt et la citoyenneté est largement partagée mais ne peut être réduit au seul impôt sur le revenu.

Interrogation sur les raisons qui font que les rapports de la cour des comptes ne sont pas suivis de mise en œuvre.

Sentiment unanime sur le fait que plus les structures sont grosses moins le contrôle des dépenses est réalisé. Trop de dérapages financiers restent sans sanctions véritables.

Nécessité de multiplier les contrôles pour éviter les abus et faire en sorte que les aides aillent vraiment à ceux qui en ont besoin.

❖ 4^{ème} thème : Démocratie – Institution

Importance d'avoir des lieux débat, mais la démocratie c'est « débattre ET décider ».

L'action publique est souvent complexe et inscrit ses effets dans la durée. D'où des réticences à appliquer la logique du référendum à tout sujet ; de nombreuses questions ne se résument pas à un choix par oui ou par non.

Il n'apparaît pas souhaitable de revenir au cumul des mandats pour mieux ancrer les députés dans les territoires. Par contre réduire leur nombre est perçu comme un nouveau facteur d'éloignement avec des circonscriptions alors plus grandes.

Une dose de proportionnelle est souhaitée unanimement pour permettre à tous les courants de pensée d'être présents.

La question de la suppression de l'ENA a été posée car à l'origine d'une trop grande consanguinité des hauts fonctionnaires et membre de Cabinet.

L'intérêt de comptabiliser le vote blanc est perçu, mais l'usage que l'on en fait préoccupe : risque de rendre impossible toute élection, et de paralyser l'action publique !

Si le vote est rendu obligatoire (atteinte à la liberté ? sanction ?) alors le vote blanc doit être comptabilisé.

La deuxième chambre est nécessaire mais pourquoi ne pas fusionner Sénat et CESER ?

Les Assemblées tirées au sort poseraient vite le problème des compétences des personnes désignées ou de leur motivation.

Le débat s'est clos pour un échange court mais vif sur la laïcité. La présence des signes religieux dans l'espace public est longuement évoquée. En 1930, on ne portait pas la kipa dans la rue !

En contrepartie, l'accord est unanime pour ne pas ignorer les religions et la liberté religieuse.